



Mission de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé

**CROUS de Bourgogne Franche-Comté
Rénovation et réhabilitation du bâtiment GEROME
Résidence Colette à Besançon**

Sommaire

1 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GENERAL.....	3
2 - CHAMP D'INTERVENTION DU COORDONNATEUR SPS.....	3
2.1 MISSION DU COORDONNATEUR SPS.....	3
2.2 LIMITES DE LA MISSION	4
3. MISSION DES AUTRES INTERVENANTS	4
3 - AUTORITE ET MOYENS DU COORDONNATEUR SPS	6
3.1 POUR L'ENSEMBLE DE L'OPERATION.....	6
3.2 POUR LA PHASE REALISATION	7
3.3 CAS DU DANGER GRAVE ET IMMINENT.....	7
4 - PHASE CONCEPTION	8
4.1 REGISTRE-JOURNAL DE LA COORDINATION SPS.....	8
4.2 PLAN GENERAL DE COORDINATION DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	8
4.2.1 <i>Phases avant-projet et projet</i>	8
4.3 DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE.....	9
4.3.1 <i>Phases avant-projet et projet</i>	9
5 – PHASE REALISATION.....	10
5.1 REGISTRE-JOURNAL DE LA COORDINATION SPS.....	10
5.2 INSPECTIONS COMMUNES.....	10
5.3 PLAN GENERAL DE COORDINATION DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (PGCSPS)	11
5.4 PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)	11
5.5 DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE.....	11
6 - SOUS-TRAITANTS ET PRESTATAIRES.....	12
7 - PERSONNES AUTORISEES A ACCEDER AU CHANTIER	12
8 - MAITRISE DE LA LANGUE FRANÇAISE	12
9 - DESIGNATION D'UN INTERLOCUTEUR SECURITE	13

1 - Renseignements d'ordre général

Ce document, à la charge du maître d'ouvrage, est établi entre :

Le maître d'ouvrage :

CROUS de Bourgogne Franche-Comté

32 avenue de l'Observatoire

25000 BESANÇON

Et :

Le coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé (coordonnateur SPS) :

Monsieur / Madame :

Société :

.....

.....

Concernant l'opération :

Intitulé de l'opération : **Rénovation et réhabilitation du bâtiment GEROME**

Résidence Colette à Besançon

Adresse de l'opération : 19 rue de l'Épitaphe - 25000 Besançon

Ce document définit les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les différents intervenants dans l'acte de construire (maître d'ouvrage, contrôleur technique, ATMO, groupement titulaire du MGP). Il doit être joint à tout contrat conclu entre le maître d'ouvrage et chacun des différents intervenants de l'opération.

Il assure notamment au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission.

2 - Champ d'intervention du coordonnateur SPS

2.1 Mission du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS agit sous la responsabilité du maître de l'ouvrage.

Le champ d'intervention du coordonnateur SPS est relatif à la prévention des risques suivants :

- risques liés à la coactivité entre les entreprises (risques générés par une entreprise pour le personnel des autres entreprises), par exemple :
 - circulation de personnels sous une charge en manutention ;
- risques générés par l'activité de l'entreprise sur le site de laquelle se déroule le chantier, par exemple :

- opération réalisée dans une industrie ;
- risques générés par des activités d'établissements à proximité de la zone de chantier, par exemple :
 - opération réalisée à proximité d'un site présentant des risques, comme des lignes à haute tension ;
- risques liés à l'exploitation future de l'ouvrage, par exemple :
 - entretien des façades ou accès aux équipements en toiture ;
- risques générés par les entreprises pour le public ou les occupants aux abords du chantier, par exemple :
 - cheminement piéton en périphérie du chantier ou arrêt de transport en commun.

2.2 Limites de la mission

La mission du coordonnateur SPS est indépendante de toute mission pouvant concerner la sécurité des personnes dans l'utilisation des équipements et ouvrages achevés (par exemple, les missions de sécurité incendie liées aux contrôleurs techniques de construction).

La mission du coordonnateur SPS ne porte pas sur les risques découlant d'un défaut de stabilité ou de résistance des ouvrages ou parties d'ouvrage, y compris en phase provisoire de travaux (par exemple, la stabilité d'un bâtiment lors de la reprise de plancher ou mur porteur).

La mission du coordonnateur SPS ne comprend pas la réalisation des vérifications réglementaires auxquelles peuvent être assujettis certains équipements, appareils ou installations sur le chantier (appareils de levage, installations électriques, appareils sous pression, engins de chantier). Il appartient au chef d'entreprise propriétaire ou locataire de l'équipement de faire réaliser ces vérifications par une personne compétente, comme un organisme spécialisé.

La mission du coordonnateur SPS ne comprend pas le contrôle des habilitations, autorisations ou qualifications du personnel. Cette obligation relève de la responsabilité de l'employeur.

Le coordonnateur SPS ne doit pas assister aux entreprises en vue de l'élaboration des plans particuliers de sécurité et protection de la santé. Les entreprises peuvent se reporter aux indications précisées sur le site internet www.preventionbtp.fr.

La mission du coordonnateur SPS ne comprend pas la définition des dispositions à soumettre à l'exploitant de l'établissement pour qu'il arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage pendant les travaux, et plus particulièrement en matière de protection incendie et de protection du public.

La mission du coordonnateur SPS ne comprend pas le contrôle des cartes d'identification professionnelle des travailleurs du chantier.

Le coordonnateur SPS n'assure plus la mise à jour du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) après remise de celui-ci au maître d'ouvrage à réception du chantier.

Le coordonnateur SPS n'est pas assujetti à un devoir de conseil vis-à-vis des prestataires intellectuels de l'opération (maître d'œuvre, bureaux d'études, contrôleur technique de construction, etc.) ni des entreprises, sous-traitants et travailleurs indépendants.

3. Mission des autres intervenants

3.1 L'assistant technique à maîtrise d'ouvrage (ATMO)

La mission consiste à assister le maître d'ouvrage sur les aspects techniques afin d'assurer la bonne exécution du MGP.

Sa mission principale est la suivante :

- Vérifier la faisabilité de l'opération et rédiger le programme technique détaillé ;
- Assister le Maître d'ouvrage pendant la consultation pour la passation du marché global de performance ;
- S'assurer du respect par le groupement Titulaire du MGP de ses engagements et du programme ;
- Contrôler, en phase études de conception, la qualité des rendus (APD à PRO)
- Réaliser en phase « travaux » une mission de vérification des performances définies dans le programme ;
- Assister le Maître d'ouvrage aux opérations préalables à la réception, à la réception et au suivi de la GPA ;
- Assister le Maître d'ouvrage pendant le suivi des engagements de performances et les prestations d'exploitation-maintenance.

3.2 Le contrôleur technique (CT)

Il est investi d'une mission définie selon les termes du CCTG applicable aux marchés publics de Contrôle Technique (décret n° 99-443 du 28 mai 1999), portant sur l'intégralité des études et travaux de l'opération, pour les natures d'aléas suivantes :

- L — Solidité des ouvrages et éléments indissociables : Stabilité générale, portance, fondations, superstructures, assemblages, durabilité, conformité des matériaux/produits, hypothèses de calcul.
- S — Sécurité des personnes : Sécurité incendie, évacuation, désenfumage, dispositifs de protection collective, conformité aux règlements ERP/Code de la construction.
- PS — Sécurité en cas de séisme : Contrôle parasismique : zonage, catégories d'ouvrages, règles Eurocodes, cohérence des calculs et détails de ferrailage/assemblages, attestations requises.
- P1 — Solidité des éléments dissociables : Éléments d'équipement non indissociables : ancrages, fixations, interaction avec la structure, efforts, stabilité locale.
- F — Fonctionnement des installations : Essais et mise au point des installations techniques (CVC, plomberie, électricité, sûreté, etc.) : conformité fonctionnelle, scénarios d'exploitation, interfaces.
- LE — Solidité des existants : Diagnostic structurel des ouvrages existants : reconnaissances/sondages, pathologies, capacité portante, compatibilité des renforcements, phasage.
- Hand — Accessibilité : Application des règles d'accessibilité (selon destination), notice d'accessibilité (PC), contrôles de conformité des cheminements, équipements et attestation en fin de travaux.
- ATT Hand Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées
- PV — Procès-verbaux d'essais : Récolement des PV d'essais et de performances : identification des essais requis, vérification de leur réalisation et conformité, examen des résultats avant réception.

Le contrôleur technique donnera un avis sur les solutions initiales (ESQ+) et intermédiaires (APS) remises dans le cadre du dialogue compétitif, puis à sa clôture, sur les offres finales (APS à APS+) des soumissionnaires au MGP et notamment sur le programme de l'opération. Il assistera le Maître d'ouvrage dans la sélection du titulaire du MGP.

Le contrôleur technique produira le pré rapport initial de contrôle technique en phase APS pour l'offre retenue à l'issue de la consultation des opérateurs économiques et le rapport initial de contrôle technique (RICT) en phase PRO.

Le contrôleur technique assiste le maître d'ouvrage dans la phase de construction, de réception et pendant l'année de parfait achèvement.

L'intervention du contrôleur technique ne modifie ni la nature de la mission du concepteur ni les responsabilités qui en découlent.

3 - Autorité et moyens du coordonnateur SPS

3.1 Pour l'ensemble de l'opération

Le maître d'ouvrage arbitre le choix des mesures de prévention proposées par le coordonnateur SPS.

Le groupement titulaire du MGP doit inviter le coordonnateur SPS à toutes les réunions de conception et les réunions de chantier, au moins **7 jours** à l'avance.

Les observations du coordonnateur SPS, en complément de la mention faite dans le registre-journal de coordination, sont portées par le maître d'œuvre dans ses comptes-rendus.

Le coordonnateur SPS peut organiser toute réunion qu'il juge utile avec les différents intervenants à l'acte de construire.

Afin de lui permettre d'accomplir correctement sa mission, les documents suivants seront transmis au coordonnateur SPS :

- Par le maître d'ouvrage, lors de la phase de conception :
 - les rapports de diagnostic ou états de présence des matériaux dangereux (amiante, plomb, radon...) ;
 - les réponses aux déclarations de projet de travaux (DT) faites aux exploitants des réseaux, ainsi que le résultat des investigations complémentaires (en cas de réponse en classe de précision B ou C) ;
 - les rapports d'études géotechniques de sol ;
 - les rapports d'études de pollution de sol ;
 - le DIUO de l'ouvrage existant, s'il est disponible.
- Par le groupement titulaire du MGP
 - un exemplaire complet de ses études (ESQ, APS, APD, PRO, EXE, VISA...) et de leurs mises à jour, en version papier et/ou dématérialisée.
 - le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
 - sur demande du coordonnateur SPS, un exemplaire complet de ses études d'exécution (EXE) et de ses plans d'atelier et de chantier (PAC).

Le coordonnateur SPS ne dispose d'aucun pouvoir de commandement direct à l'égard du personnel du titulaire du MGP ou, le cas échéant, du personnel de l'établissement en exploitation où ont lieu les travaux.

Dans le cas de non prise en compte de ses observations par les intervenants dans l'acte de construire (le groupement titulaire du MGP), le coordonnateur SPS en informera le maître d'ouvrage par écrit pour qu'il puisse prendre les dispositions qu'il jugera nécessaires.

3.2 Pour la phase réalisation

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier en permanence.

En cas de non-respect des règles définies dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS), ne mettant pas en cause la vie d'autrui, le coordonnateur SPS demande au défaillant de remédier aux manquements constatés sous le délai indiqué dans sa demande. Cette demande fait l'objet d'une observation ou notification consignée au registre-journal de la coordination.

Si le coordonnateur SPS le juge nécessaire, une copie de l'observation ou de la notification pourra être communiquée au maître de l'ouvrage et au groupement titulaire du MGP sous **48 heures ouvrées à compter de la consignation au registre-journal.**

En cas de non prise en compte de la notification par l'entreprise défaillante dans le délai défini, le coordonnateur SPS en informe le maître d'ouvrage par écrit qui statue sur la nécessité ou non de l'arrêt des travaux.

3.3 Cas du danger grave et imminent

En cas de danger grave et imminent (événement qui peut produire, dans un délai brusque ou rapproché, une maladie ou un accident grave ou mortel) mettant en cause des intervenants sur le chantier ou des tiers (public, voisinage, occupants...), le coordonnateur SPS a toute autorité pour arrêter les tâches sur la zone en question.

Le maître de l'ouvrage, le groupement titulaire du MGP ainsi que le responsable de l'entreprise concernée sont informés immédiatement de toute décision d'arrêt de tâches précisant :

- la localisation du chantier ;
- le type de travaux ;
- la zone dangereuse définie ;
- la date et l'heure de la décision ;
- les raisons de cet arrêt ;
- les dispositions à mettre en œuvre s'il s'agit de moyens communs ou de mesures de prévention définis dans le PGCSPS.

Dans le cas d'un risque propre à l'entreprise, l'employeur doit définir les mesures à mettre en œuvre par ses salariés.

En cas de défaillance d'une entreprise face à un danger grave et imminent, le coordonnateur SPS alerte immédiatement le maître d'ouvrage par tous moyens à sa convenance pour que ce dernier prenne les dispositions qui s'imposent pour éliminer ces dangers. À ce titre, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'alerter les autorités administratives de contrôle et les organismes compétents (Inspection du travail, Carsat, OPPBTP...).

Tous ces cas sont consignés au registre-journal.

4 - Phase conception

4.1 Registre-journal de la coordination SPS

Le registre-journal de la coordination est la propriété exclusive du coordonnateur SPS.

Le coordonnateur SPS est le seul à décider ou non d'inscrire des événements dans le registre-journal.

Le coordonnateur SPS ouvre le registre dès la notification de son marché et en informe le maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS dispose de **7 jours** pour diffuser aux concernés ses observations ou notifications.

La réponse aux observations ou notifications du coordonnateur SPS par les personnes concernées (maître d'ouvrage, maître d'œuvre ou tout autre intervenant) **se fait par retour de courrier, de courriel ou tout autre moyen de diffusion.**

L'absence de réponse sous **3 jours** vaut acceptation sans réserve des observations ou notifications du coordonnateur SPS par l'intervenant concerné.

4.2 Plan général de coordination de sécurité et protection de la santé

4.2.1 Phases avant-projet et projet

Le coordonnateur SPS fournit son analyse des risques pour la réalisation des travaux, sur la base du dossier du maître d'œuvre.

Le coordonnateur SPS propose des mesures de prévention pour prévenir les risques identifiés.

En collaboration avec le maître d'œuvre, les mesures de prévention sont soumises au maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage des divers diagnostics à faire réaliser (repérage amiante avant travaux, diagnostic plomb, diagnostic de pollution des sols), préalables au démarrage des travaux en fonction de leur nature.

Le maître d'ouvrage fournit au coordonnateur SPS les mesures qu'il a arrêtées concernant la réalisation des VRD préalables (raccordement des réseaux, accès au chantier, etc.).

Le maître d'ouvrage invite le coordonnateur SPS aux réunions de concertation avec les autres maîtres d'ouvrage, dans le cadre d'opérations susceptibles d'entrer en interférence.

Le coordonnateur SPS prend en compte, dans ses analyses de risques et son PGCS, les risques exportés par les autres chantiers sur l'opération dont il a la charge.

Le coordonnateur SPS est destinataire, en sus des dossiers d'avant-projet, des éléments suivants fournis par le maître d'œuvre :

- mesures d'organisation générale du chantier correspondant à chaque séquence de réalisation ;
- phasage/planning tous corps d'état (TCE) ;
- descriptif sommaire des choix techniques, matériaux, procédés... ;
- méthodes de réalisation des ouvrages ;
- contraintes de site ;
- mesures retenues pour la sécurité des tiers (public, voisinage, occupants...).

Le maître d'œuvre, en collaboration avec le coordonnateur SPS, définit le projet de plan d'installation de chantier (PIC) qui sera intégré au PGCSPP.

Le coordonnateur SPS, en concertation avec le maître d'œuvre, fournit au maître d'ouvrage une proposition de répartition entre les corps d'état, relative à :

- la mise en place, l'utilisation et la dépose des protections collectives ;
- la mise en place, l'utilisation et la dépose des appareils de levage ;
- la réalisation et l'entretien permanent des accès provisoires ;
- la mise en œuvre et l'entretien permanent des installations générales (cantonnements, réseau d'alimentation en eau, installations électriques, etc.).

Le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre procèdent à la mise en cohérence de leurs documents (PGCSPP et CCTP) avant leur intégration au dossier de consultation.

Le coordonnateur SPS s'assure que les rapports de repérage liés aux matériaux, produits ou articles pouvant contenir de l'amiante sont bien intégrés au PGCSPP.

En l'absence de ces repérages, le PGCSPP ne peut pas être considéré comme complet ; de ce fait, il ne peut être communiqué au maître d'ouvrage pour être joint à la consultation des entreprises.

Le coordonnateur SPS transmet le PGCSPP finalisé au maître d'ouvrage pour intégration dans le dossier de consultation.

4.3 Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage

4.3.1 Phases avant-projet et projet

Le coordonnateur SPS fournit son analyse de risques concernant les interventions ultérieures sur l'ouvrage à minima pour les thèmes suivants :

- le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
- l'accès et la circulation en couverture ;
- l'entretien des façades ;
- l'entretien des halls de grande hauteur ;
- les accès aux machineries d'ascenseurs ;
- les accès aux canalisations en galerie technique et vide sanitaire ;
- les locaux techniques et les locaux sanitaires mis à disposition des travailleurs chargés des travaux d'entretien.

Le maître d'œuvre établit la liste des interventions ultérieures sur l'ouvrage normalement prévisibles, afin que le maître d'ouvrage arrête celles à traiter dans le DIUO. Ces interventions ne prennent pas en considération les accessoires, process ou équipements installés sur l'ouvrage.

Le coordonnateur SPS préconise au maître d'ouvrage et maître d'œuvre des mesures de prévention à intégrer à l'ouvrage pour prévenir des risques identifiés. Ces préconisations sont communiquées dès la phase d'avant-projet sommaire, et avant le dépôt du permis de construire.

Le maître d'œuvre fournit au coordonnateur SPS tout élément nécessaire à l'analyse des risques des interventions ultérieures, et notamment :

- les plans et coupes permettant la localisation des interventions ultérieures ;

- la description sommaire et la localisation des ouvrages concernés par les interventions.

Pour permettre au coordonnateur SPS de finaliser son DIUO avant la réception de chantier, il établit, en concertation avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, les éléments nécessaires qui devront être fournis par les entreprises, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage (bordereaux des plans et notes techniques, dossier de maintenance des lieux de travail – DMLT, dossier technique amiante...). Cette liste sera intégrée aux pièces écrites afin d'informer les entreprises de leurs obligations.

5 – Phase réalisation

5.1 *Registre-journal de la coordination SPS*

Le coordonnateur SPS tient à jour et présente sur demande son registre-journal au maître d'œuvre, à l'Inspection du travail, à la Carsat/Cramif/CGSS, et à l'OPPBTP.

Le coordonnateur SPS fait viser ses observations ou notifications par les personnes concernées (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprises ou tout autre intervenant). Si une des personnes concernées refuse de viser, le coordonnateur SPS en fait mention dans le registre-journal.

La réponse aux observations ou notifications du coordonnateur SPS par les personnes concernées se fait par retour de courrier, de courriel ou tout autre moyen de diffusion.

L'absence de réponse sous **3 jours** vaut acceptation sans réserve des observations ou notifications du coordonnateur SPS.

5.2 *Inspections communes*

Le maître d'ouvrage transmet au coordonnateur SPS, dès qu'il en a connaissance, les coordonnées des entreprises de travaux ainsi que les coordonnées de l'ensemble des sous-traitants.

Le coordonnateur SPS organise l'inspection commune avec chaque entreprise, au moment qu'il juge le plus opportun en fonction de l'avancement des travaux.

Le représentant de l'entreprise présent à l'inspection commune, s'il est différent du chef d'entreprise, doit disposer de la compétence dans la prise de décision sur les mesures à mettre en œuvre sur le chantier, et de l'autorité nécessaire sur le personnel intervenant.

En cas d'absence du représentant de l'entreprise, le coordonnateur SPS alerte le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre par une mention dans le registre-journal afin que ceux-ci prennent les dispositions nécessaires pour interdire l'accès au chantier à l'entreprise.

Les entreprises de travaux indiquent à leurs éventuels sous-traitants ces éléments de planification pour la réalisation des inspections communes.

Les entreprises communiquent au coordonnateur SPS, au moment de l'inspection commune, les éléments relatifs à leur PPSPS tels que :

- les phases d'activités dangereuses ;
- les risques exportés ;
- les mesures de prévention prévues par l'entreprise pour prévenir ces risques.

Dans le cas d'une sous-traitance, l'entreprise titulaire assiste à l'inspection commune de son sous-traitant avec le coordonnateur SPS.

En cas d'intervention sur le chantier d'une entreprise n'ayant pas réalisé l'inspection commune, le coordonnateur SPS alerte le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par le moyen de communication le plus rapide ainsi que par une mention dans le registre-journal, afin que ceux-ci prennent les dispositions nécessaires pour interdire l'accès au chantier à cette entreprise.

5.3 Plan général de coordination de sécurité et protection de la santé (PGCSPS)

Le coordonnateur SPS adapte le PGCSPS au fur et à mesure de l'évolution du chantier et de l'harmonisation des PPSPS des entreprises, si cela est nécessaire.

Les mises à jour du PGCSPS sont diffusées par le coordonnateur SPS à toutes les entreprises, y compris aux sous-traitants et travailleurs indépendants intervenant sur l'opération.

Le coordonnateur SPS tient à jour et présente sur demande son PGCSPS :

- aux membres des CSE travaillant sur le chantier ;
- aux services de prévention et de santé au travail ;
- à l'Inspection du travail ;
- à la Carsat/Cramif/CGSS ;
- à l'OPPBTP ;

5.4 Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Les entreprises établissent leur PPSPS sur la base des informations recueillies à l'inspection commune auprès du coordonnateur SPS et dans le PGCSPS.

Le coordonnateur SPS diffuse à toutes les entreprises – sous-traitants et travailleurs indépendants intervenant sur l'opération compris –, un exemplaire du PPSPS du lot gros-œuvre ou du lot principal.

Les entreprises transmettent leur PPSPS au coordonnateur SPS **7 jours** avant leur intervention. Le coordonnateur SPS réalise l'harmonisation avant intervention de l'entreprise sur le site.

Les entreprises peuvent faire la demande d'obtention des PPSPS des autres entreprises présentes sur le chantier au coordonnateur SPS.

Le coordonnateur SPS peut consulter le PPSPS de chaque entreprise, tenu à jour sur le chantier.

En cas d'intervention sur le chantier d'une entreprise n'ayant pas remis son PPSPS ou n'ayant pas réalisé la mise à jour demandée, le coordonnateur SPS alerte le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre par une mention dans le registre-journal, afin que ceux-ci prennent les dispositions nécessaires pour interdire l'accès au chantier à cette entreprise.

5.5 Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage

Les entreprises fournissent au coordonnateur SPS, au plus tard lors des opérations préalables à réception, les éléments demandés dans les pièces du marché au titre du DIUO.

Le maître d'œuvre fournit les éléments qui ne pouvaient être définis en phase de conception et qui peuvent avoir une incidence sur les interventions ultérieures dans le format demandé par le coordonnateur SPS.

Le maître d'ouvrage, s'il s'agit de lieux de travail, fournit le DMLT avant la réception.

Le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage le DIUO, à réception du chantier.

Le maître d'ouvrage vise le procès-verbal de remise du DIUO.

La remise du DIUO met un terme à la mission du coordonnateur SPS.

6 - Sous-traitants et prestataires

La jurisprudence considère que l'entreprise sous-traitante doit avoir son propre matériel et sa propre autonomie notamment en matière d'encadrement. Elle considère aussi que ce statut ne peut être donné qu'à des entreprises réalisant et engageant leur responsabilité de constructeur sur une partie de l'ouvrage final.

L'entreprise intervenant pour le compte d'une entreprise de travaux, et répondant aux cas suivants, devra être considérée comme une entreprise sous-traitante par l'entreprise titulaire :

- avoir son propre matériel ;
- avoir son autonomie en matière d'encadrement ;
- engager sa responsabilité de constructeur.

Les sous-traitants, accompagnés du représentant de l'entreprise titulaire, doivent réaliser l'inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.

Les entreprises sous-traitantes transmettent leur PPSPS au coordonnateur SPS **7 jours** avant leur intervention. Le coordonnateur SPS réalise l'harmonisation avant intervention de l'entreprise sur le site.

Les autres intervenants ne participant pas directement à la construction de l'ouvrage et n'étant pas soumis à la garantie décennale sont considérés comme des prestataires (par exemple, livreurs de matériaux ou matériels, monteurs d'échafaudage ou de filets, monteurs de grue, personnel réalisant des vérifications périodiques).

Les prestataires interviennent sous la responsabilité de l'entreprise les faisant intervenir. À ce titre, l'entreprise titulaire identifie chaque prestataire dans son PPSPS, ainsi que les risques qu'ils génèrent et les mesures de prévention à mettre en œuvre.

Dans l'éventualité où le coordonnateur SPS convoque le ou les prestataires d'une entreprise à une réunion de coordination, l'entreprise et ses prestataires sont tenus d'y participer.

7 - Personnes autorisées à accéder au chantier

Les personnes morales concernées par le chantier sont les entreprises titulaires, désignées par le maître d'ouvrage et leurs sous-traitants, ayant participé à l'inspection commune et ayant remis au coordonnateur SPS leur PPSPS.

Les personnes physiques autorisées sont les travailleurs du chantier désignés par les personnes morales concernées.

Sont également considérés comme personnes autorisées à accéder au chantier les représentants des équipes de maîtrise d'œuvre, des bureaux d'études ou des bureaux de contrôle, ainsi que l'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage.

8 - Maîtrise de la langue française

Chaque entreprise dispose en permanence sur le chantier d'une personne maîtrisant la langue française. Cette personne pourra être issue du personnel d'encadrement ou d'exécution.

Cette personne devra avoir autorité sur le personnel de l'entreprise et devra avoir la capacité de répondre par écrit en langue française au coordonnateur SPS dans le cadre des observations ou notifications portées dans le registre-journal.

Cette personne aura la capacité de prévenir les secours en langue française.

Le PPSPS remis au coordonnateur SPS est rédigé en langue française.

9 - Désignation d'un interlocuteur sécurité

Chaque entreprise désigne une personne intervenant sur le chantier, en qualité d'interlocuteur du coordonnateur SPS.

Ses nom, fonction et coordonnées professionnelles sont indiqués dans le PPSPS.

Cet interlocuteur privilégié du coordonnateur SPS assistera à l'inspection commune avec le représentant de l'entreprise, devra être présent pendant toute l'intervention de l'entreprise sur le chantier et être habilité à viser le registre-journal ainsi qu'à diffuser les consignes du coordonnateur SPS aux autres intervenants de l'entreprise.

En cas de changement d'interlocuteur en cours de travaux, l'entreprise communique au coordonnateur SPS, dès qu'elle en a connaissance, le nom et les coordonnées du nouvel interlocuteur. Cette communication est réalisée par l'envoi du PPSPS de l'entreprise mis à jour.